

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 218 du 10.02

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

sur mon blog : journal-palestine.blogspot.com : <http://journal-palestine.blogspot.com>

et

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

2 Les brèves

2-1 Un an de déni de la démocratie en Palestine : Israël, les Etats-Unis et l'Union Européenne sont responsables !

3 Dossier

3-1 Point de vue de Khaled Amayreh : Le sang de Gaza sur les mains de Bush.

3-2 Point de vue de Salman Abu Sitta : La Géographie de l'Occupation.

3-3 Point de vue de John V. Whitbeck : Que signifie "le droit à exister d'Israël" pour les Palestiniens ?

3-4 Point de vue de Ali Abunimah : Guerre américaine par procuration à Gaza.

3-5 Point de vue de Paul Delmotte : Le Hamas et la reconnaissance d'Israël Impasse politique en Palestine.

3-6 Point de vue de Tahar Fattani : Omar Messalha et le Moyen-Orient «De nouvelles alliances s'imposent»

3-7 Point de vue de [T. Hocine](#) : La réunion du Quartette sur le Proche-Orient De nouvelles promesses.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Témoignage * recueilli par Silvia Cattori : Gaza : Des armes pour Dahlan.

4-2 Dominique Waroquiez : La Saint Valentin, dites « je t'aime »... mais pas avec des fleurs de la société AGREXCO.

4-3 Jean-Claude Lefort : Lettre à Monsieur Philippe Douste-Blazy .

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

2-1 Un an de déni de la démocratie en Palestine : Israël, les Etats-Unis et l'Union Européenne sont responsables !

Le 25 janvier 2006 avaient lieu des élections libres et démocratiques pour le choix d'un nouveau Conseil Législatif Palestinien, dont chacun a reconnu le déroulement exemplaire. Leur résultat fut l'émergence du Hamas comme parti le plus fort, donc à la tête du gouvernement.

Depuis les élections, les gouvernements des Etats-Unis, de l'Union Européenne et d'Israël ont imposé au Hamas un boycott paralysant, infligeant une punition collective à toute la population palestinienne de la bande de Gaza et de Cisjordanie.

Dans le but déclaré d'empêcher le fonctionnement du gouvernement du Hamas, Israël a depuis mars 2006 retenu l'argent de l'impôt levé dans les territoires occupés et dû à l'autorité palestinienne. L'argent destiné, conformément à la Quatrième Convention de Genève, à maintenir les services publics et une sécurité sociale minimale, est également retenu par l'Union européenne et les Etats-Unis. Il est ainsi devenu impossible pour l'Autorité palestinienne de payer ses fonctionnaires et même de maintenir les services. Tous les fonctionnaires de l'Autorité, dont les enseignants, les médecins et les policiers, sont restés sans salaire pendant presque un an. Les dons des pays arabes, d'organisations internationales ou de personnes privées ne parviennent pas jusqu'à la population des Territoires occupés. La faim, la privation et le désespoir en sont les conséquences.

Le gouvernement élu n'a en réalité pas eu la possibilité de gouverner. En juin 2006, 64 personnalités, dont 8 ministres et 20 parlementaires, ont été arrêtés par l'armée israélienne. D'autres fonctionnaires vivent depuis lors clandestinement.

Il est clair qu'Israël refuse de négocier avec quelque partenaire palestinien que ce soit, peu importe le parti au pouvoir. Soutenus par les gouvernements européens et américain, les occupants israéliens déniaient même maintenant aux Palestiniens le gouvernement et les dirigeants politiques qu'ils ont librement choisis.

Aujourd'hui, un an après les élections palestiniennes, le Comité exécutif des Juifs Européens pour une Paix Juste condamne le boycott, le siège et la punition collective de toute la population palestinienne, dont la situation est devenue inhumaine et catastrophique partout à Gaza, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Ensemble, avec de nombreux groupes de solidarité et de paix, nous appelons les gouvernements, en Europe aux Etats-Unis, à cesser le boycott du gouvernement palestinien et la punition collective du peuple palestinien dans les territoires occupés.

Ce n'est qu'avec des négociations honnêtes, justes et non biaisées entre toutes les parties concernées, et avec la fin complète de l'occupation israélienne, qu'une solution peut être trouvée au conflit, une solution qui sera bénéfique tant aux Palestiniens qu'aux Israéliens.

L'Union Européenne doit cesser le boycott d'un gouvernement élu démocratiquement, et doit demander la libération de législateurs démocratiquement élus. Les Juifs Européens pour une Paix Juste, avec ses membres et relations dans de nombreux pays membres de l'UE, projettent de tenir une série de meetings avec des membres des Commissions et des députés européens pour appuyer cette demande.

Le Comité exécutif. Juifs Européens pour une Paix Juste.

25 janvier 2007.

Communiqué de EJJP (European Jews for a Just Peace) qui est le réseau des Juifs Européens pour une Paix Juste.

Posté par Adriana Evangelizt

Vendredi 02 Février 2007

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Khaled Amayreh : Le sang de Gaza sur les mains de Bush .

Le tumulte sanglant qui a fait des dizaines de morts et de blessés palestiniens dans la Bande de Gaza, et poussé la société palestinienne au bord de la guerre civile, n'est pas simplement tombé du ciel.

Bien sûr, la grande majorité des Palestiniens, probablement plus de 99%, a clairement rejeté la guerre civile dans les termes les plus forts, et n'y prendrait jamais part si elle survenait. Cela va sans dire que ce rejet fort s'enracine dans l'idée collective qu'une guerre civile signifierait la fin des aspirations palestiniennes pour la liberté et la libération du colonialisme sioniste.

Néanmoins, trop de Palestiniens ont été tués par d'autres Palestiniens pendant qu'Israël, l'ennemi de notre peuple et l'usurpateur de notre patrie, regarde, tout joyeux, notre sang couler de nos propres mains. Sans disculper le Fatah et le Hamas qui portent la culpabilité de ces affrontements sanglants, il est toutefois évident qu'il y a "un troisième parti" qui veut à tout prix attiser le feu des combats intra-palestiniens. Ce parti est le même que celui qui a mis le feu à l'Irak et alimenter les flammes de la guerre sectaire dans ce pauvre pays, c'est le même parti qui essaie maintenant sans relâche de planter les graines de la guerre civile au Liban et en Somalie. Ce n'est personne d'autre que George W. Bush et sa diabolique administration qui cherchent à implanter la mort, la violence et les guerres civiles partout au Moyen Orient, et en particulier dans les pays où des mouvements de résistance active s'opposent à l'hégémonie américaine.

Oui, George Bush essaie de punir les mouvements de résistance en les plongeant dans la guerre civile. Il menace même des pays tels que l'Egypte et l'Arabie Saoudite de fomenter des guerres civiles s'ils refusent de suivre ses instructions et s'ils ne sont pas à sa disposition. Il a d'abord poussé la faible Autorité Palestinienne, qui a vraiment très peu d'autorité, si elle en a, à organiser des élections générales. Et lorsque des élections libres et justes ont finalement été organisées à peu près à la même époque l'an dernier et que le Hamas a gagné, Bush a décidé d'imposer des sanctions exceptionnellement dures sur le nouveau gouvernement palestinien pour punir le Palestinien de la rue d'avoir élu les "mauvais" gars ! Dans le contexte de cette hostilité éhontée, l'administration Bush n'a pas seulement rompu toute aide directe aux Palestiniens, mais a été jusqu'à obtenir des banques et des états, à force d'intimidation, qu'ils rompent toutes formes d'accords politiques ou financiers avec le gouvernement nouvellement élu démocratiquement, ses employés, ses responsables et ses ministres. La moindre tentative d'envoyer un peu d'argent, de n'importe quelle partie du monde, vers la Cisjordanie et la Bande de Gaza, est devenue une affaire compliquée, à cause de ces sanctions. Les fonds humanitaires ou de charité venant des pays arabes ou musulmans ou d'organismes ont été interdits et, dans certains cas, confisqués, dans le seul but de harceler les 3,5 millions de Palestiniens et de leur montrer qu'élire un parti qui ne plaît pas aux US n'est pas rentable et peut faire vraiment mal. Ces manoeuvres dépravées d'intimidation n'ont pas réussi à mettre les Palestiniens à genoux, puisqu'ils ont refusé de descendre en masse dans les rues pour renverser le Hamas, comme les USA l'avaient planifié avec la connivence d'Israël. Cet échec a rendu furieux Bush, Rice et les autres membres du gang qui, loin d'abandonner, ont exploré d'autres voies et moyens pour se venger du Hamas et de sa victoire aux élections, et pour oser dire "Non" au Führer de notre époque. De là le dernier bain de sang. Il ne fait aucun doute que les affrontements sanglants entre le Hamas et la Force de Sécurité Préventive ont été planifiés, financés et soutenus par l'argent et les armes américains, ou du moins des armes autorisées par les Américains. Il y a quelque mois, le Département d'Etat a annoncé le projet de donner au chef de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas plus de 86 millions de dollars pour "*renforcer ses forces de sécurité contre le Hamas*". De plus, les US ont joué un rôle central dans le "passage en contrebande" dans la Bande de Gaza de dizaines de milliers de fusils, principalement des AK-47, et de millions de balles. En fait, de nombreux camions de fusils et de munitions ont été autorisés par Israël à rentrer à Gaza au cours des derniers mois, dans le but de mettre Gaza à feu et à sang pour servir les intérêts criminels d'Israël. Cette intervention scandaleuse des US dans les affaires internes palestiniennes a pour but de déclencher une guerre civile. Et le raisonnement américain derrière ceci est qu'une implosion palestinienne affaiblirait et décimerait la société palestinienne, et peut-être la forcerait à capituler devant Israël, peu importe le titre ou le nom sous lequel cette capitulation serait présentée. Aujourd'hui, la CIA déverse des millions de dollars sur des "chefs" palestiniens spécifiques qui docilement, et même traîtreusement, exécutent le programme américano-israélien. Et en retour, ces soi-disant chefs achètent des jeunes gens sans éducation et sans emploi qui acceptent volontiers de devenir les esclaves zélés du trésorier. au cours des dernières semaines, nous avons vu comment ces mercenaires ont été occupés à assassiner des gens et à enlever quiconque ils pouvaient attraper, et comment ils se sont arrangés pour mettre le feu à des voitures, des immeubles d'affaires et gouvernementaux à Ramallah, Naplouse et dans d'autres endroits de Cisjordanie. Malheureusement, cette anarchie meurtrière a été exécutée au nom du Fatah, alors qu'en fait, la grande majorité des sympathisants de cette organisation, à part peut-être les échelons supérieurs, n'est pas au courant de ce qui se passe et ignore complètement le rôle des US, c'est-à-dire de la CIA, dans l'instigation des querelles intestines palestiniennes. Je sais que le Fatah n'est pas un mouvement monolithique et n'a pas de direction centralisée. Je réalise aussi

que Mahmoud Abbas est un dirigeant faible qui a peu ou pas d'autorité sur des chefs du Fatah comme Muhammed Dahlan, par exemple.

Cependant, ceci n'absout pas le mouvement de sa responsabilité morale et nationale, en particulier dans ce moment fatal de notre lutte pour la liberté.

Le Fatah, qui se proclame le garant et le gardien du rêve palestinien, devrait prendre de la distance et isoler quiconque cherche à causer le naufrage du bateau palestinien.

Et un mot pour le mouvement Hamas, et spécialement pour le gouvernement dirigé par le Hamas.

Depuis plus de 20 ans maintenant, vous avez plus ou moins réussi à préserver l'unité nationale palestinienne en dépit des efforts israéliens persistants de retourner le frère contre son propre frère.

Au milieu et à la fin des années 90, votre patience et votre retenue ont été exemplaires face aux insupportables provocations des groupes de sécurité de l'Autorité Palestinienne.

Aujourd'hui, on vous demande d'évoquer la sagesse et la sagacité d'Ahmed Yasin et de faire preuve d'encore plus de retenue.

Dans des crises qui peuvent évoluer en guerre civile, il ne suffit pas d'avoir raison, il faut aussi être sage. Car dans une guerre civile, personne ne sortira gagnant, il n'y aura que des perdants.

Finalement, il est impératif de nous souvenir que lorsque le temple s'effondre, la question de qui a raison et qui a tort n'a plus de pertinence.

Par Khaled Amayreh

02 Février 2007

Sources ISM

Posté par Adriana Evangelizt

3-2 Point de vue de Salman Abu Sitta : La Géographie de l'Occupation.

Salman Abu Sitta, l'auteur de l'Atlas de la Palestine Le Dr. Salman Abu Sitta commence sa vidéo "La Géographie de l'Occupation" par une description de la façon dont il est devenu un réfugié.

Il avait 10 ans quand le directeur de son internat, situé à une cinquantaine de kilomètres de la maison d'Abu Sitta, a dit à ses étudiants, six semaines avant la fin de l'année, qu'il ne pourrait plus ne les protéger et qu'ils devraient rentrer à la maison.

Le Dr. Abu Sitta raconte comment lui et un cousin plus âgé ont commencé le retour chez eux à pied en passant par un chemin fréquenté par les Sionistes dans des jeeps équipées de mitrailleuses à l'avant et à l'arrière.

Ils terrorisaient les fermiers locaux et tiraient sur toute personne qui se trouvait sur la route.

Le Dr. Abu Sitta et son cousin avaient convenu qu'ils se cacheraient dans les champs de blé quand ils entendraient une jeep.

Une fois arrivé à la maison, il a dormi pendant deux jours. Six semaines plus tard, les Sionistes sont arrivés avec 24 tanks et ont attaqué sa maison et détruit l'école que son père avait construite en 1920.

"*Que leur avions nous faits ?*" demande-t'il. "*Je n'avais jamais vu un Juif de ma vie avant.*"

Le Dr. Abu Sitta note que la Déclaration de Balfour a déclaré que les juifs auraient un "foyer", pas un "Etat", "en" Palestine, ni "de" la Palestine.

Au début du Mandat Britannique, les Juifs représentaient seulement 9% de la population de la Palestine ; et vers la fin, ils représentaient 30%.

Il note que les Sionistes ont rassemblé une armée de 120.000 hommes, ces immigrants ont été sélectionnés pour leur prouesse militaire, y compris de nombreux vétérans de la Seconde Guerre Mondiale. Un contraste avec les 20 à 30 gardes de chaque village, soit un total de 2500 Palestiniens.

En dépit des lois discriminatoires sur les impôts imposées aux Palestiniens par les autorités du Mandat Britannique, les Sionistes ne sont parvenus à obtenir que 5.5% de la terre en Palestine vers la fin du Mandat.

Avant la fin de la période du Mandat, (et avant que les armées Arabes n'entrent en Palestine), les Sionistes avaient expulsé plus de la moitié des habitants de la Palestine. Il déclare qu'il n'aurait pas été possible aux Juifs Arabes d'immigrer en Palestine si les Arabes de Palestine n'avaient pas été expulsés. Les Sionistes ont dépeuplé 675 villages Arabes et pour s'assurer que la population ne revienne pas, ils tiraient sur ceux qui revenaient en les qualifiant "d'agents infiltrés", ils ont démolé les maisons, brûlé les récoltes et empoisonné les puits.

Quand les Sionistes ont achevé la phase initiale de leur nettoyage ethnique continu, 85% de la population de la Palestine a été privé des droits civiques.

Il précise que la Ligne d'Armistice de juillet 1949 n'a aucune valeur ; qu'elle n'accorde ou prive d'aucun droits ; c'est une ligne provisoire et pas une frontière internationale légitime.

Malheureusement, 111 villages ont été décimés par cette ligne, avec 5 à 7 villages dans Gaza qui ont souffert d'un destin similaire : la perte de

puits, de champs, de maisons, etc.

"Ma maison est mon château" disent les Anglais et les Américains. Ce n'est pas moins vrai pour les Palestiniens. Beaucoup de familles sont baptisées du nom des villages avec une présence palestinienne remontant à 5000 ans.

97% des Palestiniens vivent à moins de 160 km de leur terre ; 88% des réfugiés vivent à moins de 100 km de leurs maisons, et 50% des réfugiés vivent à moins de 40 km de leurs maisons. Certains peuvent voir leur propriété depuis leurs camps de réfugiés.

Si les Palestiniens, sans aide financière et sans armes, ne croyaient pas aussi fortement à leur retour, ils n'auraient pas supporté 58 ans d'occupation brutale.

L'identité d'un être humain est attachée à son patrimoine. Les gens appartiennent à leur point d'origine et "bravent la séparation géographique. L'histoire et la géographie d'une nation doivent être unies."

La résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies a été réaffirmée une centaine de fois aux Nations Unies.

Elle réclame le droit au retour et une compensation pour les dommages et les revenus obtenus pendant ces 58 ans.

Israël demande au monde de payer une compensation en échange de ses droits légaux à la terre.

Donc, Israël se procurerait des droits légaux pour une terre payée par d'autres.

Les Palestiniens sont unis dans le refus d'accepter des compensations en échange de leur terre et dans le refus d'accepter de s'installer ailleurs que dans leurs maisons.

Source : <http://umkahlil.blogspot.com/>

03*-02

Traduction : MG pour ISM

3-3 Point de vue de John V. Whitbeck : Que signifie "le droit à exister d'Israël" pour les Palestiniens ?

Depuis les élections palestiniennes en 2006, Israël et une grande partie de l'Occident ont affirmé que l'obstacle principal à tout progrès vers la paix Israélo-Palestinienne est le refus du Hamas à "reconnaître Israël", ou "à reconnaître l'existence d'Israël", ou à "reconnaître le droit à exister d'Israël".

Ces trois formulations verbales ont été employées par Israël, les Etats-Unis, et l'Union Européenne comme raison de la punition collective imposée aux Palestiniens.

Reconnaître quel Israël ?

Les expressions sont également utilisées par les médias, les politiciens, et les diplomates, comme si elles signifiaient la même chose. Ce n'est pas le cas.

"Reconnaître Israël" ou n'importe quel autre état est un acte officiel, légal et diplomatique d'un Etat envers un autre Etat.

C'est inapproprié –et en effet, absurde – que de dire au sujet d'un parti ou d'un mouvement politique de faire une reconnaissance diplomatique d'un Etat. Parler de la "reconnaissance d'Israël" pour le Hamas est tout simplement utiliser un vague raccourci confus et trompeur pour la véritable demande qui est faite aux Palestiniens

Même les gouvernements américains du 19^{ème} siècle n'ont pas exigé des

...ui continue de leur être fait.

Même les gouvernements américains du 19^{ème} "Reconnaître l'existence d'Israël" semble à première vue impliquer une reconnaissance relativement claire de la réalité des choses. Pourtant il y a des problèmes pratiques sérieux avec ce vocabulaire.

De quel Israël parle-t'on et de quelles frontières?

Est-ce des 55% de la Palestine Historique recommandés pour un Etat juif par l'Assemblée générale de l'ONU en 1947 ?

Est-ce des 78% de la Palestine Historique Occupée par le mouvement Sioniste en 1948 et maintenant considérés par la majeure partie du monde en tant que "Israël" ou "Israël proprement dit" ?

Est-ce des 100% de la Palestine Historique Occupée par Israël depuis juin 1967 et montrés en tant que "Israël" (sans "Ligne Verte") sur les cartes des livres scolaires israéliens ?

Israël n'a jamais défini ses propres frontières, puisque le faire lui fixerait nécessairement des limites.

Encore une fois, si c'était la seule chose qui était exigée du Hamas, il pourrait être possible pour le parti politique au pouvoir de reconnaître, en tant que réalité des choses, qu'un Etat d'Israël existe aujourd'hui dans des frontières précises. En effet, la direction du Hamas l'a fait en réalité ces dernières semaines.

"Reconnaître le droit à exister d'Israël", la réelle demande qui est faite au Hamas et aux Palestiniens, est d'un niveau complètement différent. Cette formulation ne traite pas des formalités diplomatiques ou d'une simple acceptation des réalités actuelles. Elle réclame un jugement moral.

Il y a une énorme différence entre "reconnaître l'existence d'Israël" et "reconnaître le droit à exister d'Israël."

D'une perspective palestinienne, la différence est du même niveau que la différence entre demander à un juif de reconnaître que l'holocauste s'est produit et lui demander de concéder que l'holocauste était moralement justifié. Pour les Palestiniens, reconnaître l'événement de la Nakba - l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens de leur patrie entre 1947 et 1949 - est une chose. Qu'ils concèdent publiquement qu'il était "juste" que la Nakba se produise est une chose complètement différente

Pour les peuples juifs et palestiniens, l'Holocauste et la Nakba représentent des catastrophes et des injustices à

une échelle inimaginable qui ne peuvent être ni oubliées ni pardonnées.

Exiger des Palestiniens qu'ils reconnaissent "le droit à exister d'Israël", c'est exiger d'un peuple qui a été traité comme des sous-humains indignes des droits de l'homme de base qu'il proclame publiquement qu'ils sont des sous-humains.

Cela impliquerait l'acceptation par les Palestiniens qu'ils méritent ce qui leur a été fait et ce q survivants Américains autochtones de proclamer publiquement la "légitimité" de leur nettoyage ethnique par les colons européens comme condition préalable avant même de discuter de quelle sorte de réserve de terres ils pourraient obtenir.

Les autochtones Américains n'ont pas eu non plus à vivre sous un blocus économique et la menace de la famine jusqu'à ce qu'ils soient dépouillés du reste de leur fierté et de concéder ce point.

Certains croient que Yasser Arafat a concédé ce point afin d'acheter son ticket de sortie du désert de la démonisation et d'obtenir le droit de parler directement aux Américains.

Mais en fait, dans sa célèbre déclaration à Stockholm en 1988, il a accepté le "droit d'Israël à exister dans la paix et la sécurité".

Ce vocabulaire aborde, de manière significative, les conditions de l'existence d'un état qui, en fait, existe. Il n'aborde pas la question existentielle de la "légitimité" de la dépossession et de la dispersion des Palestiniens de leur patrie pour faire de la place à d'autres personnes arrivant de l'étranger.

Le concept initial de l'expression le "droit à exister d'Israël" et son utilisation comme excuse pour ne pas parler aux responsables palestiniens qui défendent toujours les droits de leur peuple sont attribués à l'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger.

Il est fortement probable que ces pays qui utilisent toujours cette expression le font en toute connaissance de ce qu'elle implique, moralement et psychologiquement, pour les Palestiniens.

Cependant, beaucoup de gens de bonne volonté et avec des valeurs décentes peuvent être dupés par la simplicité extérieure de ces mots, le "droit à exister d'Israël", et croire que cela constitue une demande raisonnable.

Et si le "droit à exister" est raisonnable, alors refuser de l'accepter doit représenter une perversité, alors que les Palestiniens ont profondément ressenti le besoin de s'accrocher à leur amour-propre et à leur dignité en tant que véritables êtres humains.

Que ce besoin soit profondément ressenti est démontré par les sondages qui prouvent que le pourcentage de la population palestinienne approuvant le refus du Hamas à plier à cette demande excède sensiblement le pourcentage qui a voté pour le Hamas en janvier 2006.

Ceux qui reconnaissent l'importance cruciale d'une paix Israélo-Palestinienne et qui recherchent vraiment un futur décent pour les deux peuples doivent reconnaître que la demande faite au Hamas de reconnaître "le droit à exister d'Israël" est peu raisonnable, immorale et impossible à satisfaire.

Puis, ils doivent insister sur le fait que cette entrave à la paix doit être retirée, que le siège économique des Territoires Palestiniens doit être levé, et que la poursuite de la paix avec une certaine mesure de justice doit être reprise avec l'urgence qu'elle mérite.

Par John V. Whitbeck

John V. Whitbeck, un juriste international, est l'auteur de : "The World According to Whitbeck." (Le monde selon Whitbeck). Il a conseillé les responsables palestiniens dans les négociations avec Israël.

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=6198&type=analyse&lesujet=Résistances>

03-02-2007

Traduction : MG pour ISM

Source : <http://www.csmonitor.com/>

Traduction : MG pour ISM

3-4 Point de vue de Ali Abunimah : Guerre américaine par procuration à Gaza.

Ces derniers jours, les brutalités incessantes et meurtrières de l'occupation israélienne ont été éclipsées par le carnage de Gaza où des dizaines de Palestiniens ont été tués dans ce qu'on appelle communément « *combats entre factions* » opposant les forces loyales au président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, et à sa faction du Fatah, d'un côté, et les forces loyales au gouvernement dirigé par le Hamas, de l'autre.

Les ondes radio ont été saturées d'appels angoissés venus de tous les secteurs de la société palestinienne – partis politiques, organisations non gouvernementales, chefs religieux chrétiens et musulmans – pour que cessent les combats et qu'on revienne au dialogue.

Peut-être par peur d'exacerber une situation déjà cruelle, peu de ces voix s'en sont prises directement au moteur de cette violence.

Dans les esprits enfiévrés des idéologues de l'administration Bush, la Palestine est devenue un nouveau front dans ce qu'ils conçoivent comme une nouvelle Guerre Froide contre l' « *islamo-fascisme* ». Ils tiennent l'Iran pour la cible principale et des batailles sont menées par procuration contre un ennemi imaginaire, depuis l'Afghanistan et le Pakistan, en passant par l'Irak, jusqu'à la Palestine, le Liban, la Somalie et au-delà, partout où l'on peut

trouver des Arabes et des musulmans. Dans chaque cas, des conflits locaux, avec leur histoire spécifique, sont exacerbés et rangés dans cette grande perspective narrative.

Mahmoud Abbas et le seigneur de la guerre Mohamed Dahlan à Gaza sont devenus les complaisants fondés de pouvoir au niveau de la concession palestinienne de ce vaste projet, ainsi qu'en attestent leur tactique et leurs déclarations d'allégeance.

Le dernier cycle de combats a débuté vendredi 1^{er} février, lorsque les forces du Ministère palestinien de l'Intérieur, que dirige le gouvernement Hamas, ont tenté d'interdire l'entrée à Gaza d'un convoi de camions en provenance d'Israël. De hauts fonctionnaires ont prétendu que les camions transportaient des armes destinées à la Garde présidentielle, la milice fidèle à Abbas.

Des personnalités du Fatah, s'exprimant sur les ondes du service en arabe de la BBC, ont opposé un démenti véhément à ces allégations, faisant des déclarations contradictoires quant au chargement des camions, l'un disant qu'ils transportaient « *de la nourriture et des médicaments pour le peuple palestinien* », un autre « *des tentes et de l'équipement* », un troisième encore « *des générateurs électriques et des pièces de rechange* ». Il n'y avait pas deux démentis concordants.

Pourtant, le fait que la Garde présidentielle reçoive des armes via Israël est connu de tous les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et il en a été ouvertement question, durant des mois, dans les médias israéliens. Depuis octobre, huit cargaisons de fusils AK-47, de mitrailleuses et de plusieurs millions de cartouches sont entrées à Gaza, venant d'Israël, par les passages de Nahal Oz et Kerem Shalom, aux dires d'un officier de haut rang de la Force 17, une milice du Fatah, qui a communiqué cette information au journaliste Khaled Amayreh, en poste à Hébron. Toutes ces armes ne vont pas exclusivement à la Garde présidentielle ; beaucoup sont vendues au plus offrant.

Et il y a quelques jours à peine, le Président Bush a annoncé que dans un avenir proche, il transférerait 86 millions de dollars afin de renforcer Abbas.

Dans le but de changer de sujet, et de passer de ce scandale d'une « *présidence* » palestinienne recevant des armes US, via Israël, pour les employer contre le peuple palestinien, la Garde présidentielle a lancé une contre-attaque contre l'Université Islamique de Gaza, bombardant, brûlant et démolissant des parties de celle-ci. Des fonctionnaires d'Abbas ont déclaré que leurs forces avaient arrêté sept experts en armes iraniens travaillant pour le Hamas, et ils ont taxé les dirigeants du Hamas d' « *extrémistes* » et de « *putschistes* ». Le Fatah et une radio locale appuyée par le Fatah ont même accusé le Hamas d'avoir lui-même incendié l'Université Islamique afin de noircir la « *glorieuse image* » du Fatah. Les allégations à propos des Iraniens n'ont été prises au sérieux par personne, mais elles ont révélé à quel point les fonctionnaires d'Abbas ont adopté la perspective israélienne et américaine.

Au cours de diverses manifestations, les loyalistes de Dahlan ont crié « *Shiites, Shiites* » aux sympathisants du Hamas. C'était peut-être censé attirer l'attention sur l'appui iranien au Hamas (mouvement qui, comme le reste de la communauté palestinienne musulmane, est sunnite) mais cette détestable provocation sectaire, inconnue jusqu'ici dans la société palestinienne, sert (pour le moment) l'agenda stratégique plus large des sponsors d'Abbas et Dahlan.

Après la défaite israélienne face au Hezbollah, l'été dernier, le mouvement shiite libanais, appuyé par l'Iran, a gagné un énorme prestige parmi les peuples de la région, en particulier chez les Palestiniens, en tant que mouvement arabe nationaliste et pan-islamique, tenant tête à l'agression israélienne, en contraste avec des gouvernements sans mordant, impopulaires et corrompus. D'où la promotion active de la peur sunnite à l'égard du frère shiite, destinée à limiter l'influence de l'Iran – et à resservir une bonne vieille dose de « *diviser pour régner* ». (Dans cette perspective, le carnage en Irak et l'outrage de la brutale pendaison d'un Saddam identifié aux sunnites, par une milice identifiée aux chiïtes, étaient un véritable bonus.)

Abbas fait enfin ce qu'Arafat a toujours été poussé à faire, tandis qu'Israël et les USA observent joyeusement. Comme l'expliquait *Haaretz*, Israël n'a éprouvé aucun besoin de lancer une opération de représailles de grande envergure contre Gaza, suite à l'attentat d'Eilat du 29 janvier : « *Lorsque Fatah et Hamas réussissent si bien à s'entretuer, pourquoi Israël interviendrait-il et les inciterait-il à resserrer les rangs contre l'ennemi commun ?* »

Tandis que les combats faisaient rage à Gaza, le porte-parole de la politique américaine, ce qu'on appelle le Quartet (constitué de représentants des Etats-Unis, de l'Union Européenne, des Nations Unies et de la Russie), s'est réuni pour discuter du « *processus de paix* » depuis longtemps défunt. Cet organe a exprimé sa « *profonde préoccupation au sujet de la violence parmi les Palestiniens* » et a appelé au « *respect de la loi et de l'ordre* ». Répétant l'approche américaine de la guerre du Liban de l'été dernier, le Quartet n'a ostensiblement pas appelé à un cessez-le-feu.

Il a néanmoins appelé à « l'unité palestinienne derrière un gouvernement engagé dans la non-violence, dans la reconnaissance d'Israël et l'acceptation des obligations de la Feuille de Route », tout en demeurant totalement silencieux sur le nettoyage ethnique lent et continu des Palestiniens par Israël, en particulier l'annonce faite la semaine dernière par le Premier Ministre israélien, Ehoud Olmert, qu'Israël étendait le mur de séparation illégal en Cisjordanie, plus à l'Est afin d'annexer plusieurs grandes colonies réservées aux juifs. Cette mesure ajoutera vingt mille Palestiniens aux centaines de milliers d'autres qui sont déjà isolés dans ces ghettos emmurés que l'ancien président américain Carter a comparés à l' « apartheid ».

Le Quartet a même fait bon accueil à l'armement de la Garde présidentielle par les USA, encore que le double langage diplomatique ait trouvé l'euphémisme convenable pour en parler comme des « efforts d'amélioration du secteur palestinien de la sécurité, visant donc à aider à faire avancer la loi et l'ordre pour le peuple palestinien ».

Si peu encourageantes que soient les choses, des fissures commencent à apparaître. Bien que la propagande états-unienne assure qu'armer la milice d'Abbas est en partie une réponse à l'influence iranienne croissante, le Comité du Développement International du Parlement britannique a conclu, la semaine dernière, que c'étaient les sanctions occidentales et les mesures d'isolement qui avaient conduit le Hamas à rechercher le soutien iranien. Le Comité a condamné le refus du gouvernement du Royaume Uni de discuter avec le Hamas, le pressant de le faire comme il l'a fait avec l'IRA, et le pressant d'envisager des sanctions de l'Union Européenne à l'égard d'Israël, comme la suspension de l'Accord d'Association qui octroie à l'Etat juif des privilèges commerciaux.

La propagande israélienne et américaine, adoptée maintenant aussi par l'Union Européenne, tente d'obscurcir cette compréhension fondamentale que la Palestine est un combat pour la libération d'un peuple colonisé. La politique qui consiste à aider un groupe de collaborateurs à lutter par procuration, au nom de l'empire, du colonisateur et de l'occupant, ne fera qu'aggraver l'effusion de sang. Mais, au bout du compte, elle échouera en Palestine comme elle a échoué en Irlande du Nord, en Afrique du Sud et Centrale et en Amérique du Sud, et comme elle est en train d'échouer en Irak.

Ali Abunimah

The Electronic Intifada, 3 février 2007

<http://electronicintifada.net/v2/article6494.shtml>

Ali Abunimah est co-fondateur de 'The Electronic Intifada' et l'auteur de « One Country - A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse » (Metropolitan Books, 2006)

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

3-5 Point de vue de Paul Delmotte : Le Hamas et la reconnaissance d'Israël Impasse politique en Palestine.

Une question se pose(ait) : pourquoi le Hamas maintient-il, malgré des pressions urbi et orbi, son refus de reconnaître – officiellement et explicitement – l'Etat d'Israël ? La première des réponses est peu évoquée : le mouvement considère qu'une telle reconnaissance constituerait une inutile concession. Le Hamas n'a pas oublié que celle-ci a été, des décennies durant, exigée de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et du Fatah « laïques ». Il se souvient aussi que, lorsque l'OLP et le Fatah ont fini par accepter cette reconnaissance, ils n'ont pour ainsi dire rien obtenu en échange, ni Etat palestinien ni capitale à Jérusalem-Est. Ni, non plus, l'acceptation par Israël de sa responsabilité dans l'exode des Palestiniens de 1947-1949, ni a fortiori celle du principe du « droit au retour » (ou à des compensations) des cinq millions de réfugiés.

En mars 2006, le premier ministre israélien Ehoud Olmert avait annoncé un programme de retrait unilatéral, stipulant qu'Israël entendait conserver quelque 36,5 % de la Cisjordanie, sans compter Jérusalem-Est ni la vallée du Jourdain. A savoir entre 40 % et 50 % des 22 % de la Palestine « historique » sur lesquels Yasser Arafat avait espéré créer un Etat palestinien... Dans ces conditions, le Hamas semble donc choisir d'en revenir là où l'OLP en était dans les années 1970 et 1980 : conserver la « carte » de la reconnaissance explicite d'Israël, tout en multipliant les « petites phrases » exprimant une reconnaissance de facto de l'Etat.

Nombreux sont pourtant ceux qui persistent à voir dans le radicalisme du discours du Hamas l'unique effet d'une Weltanschauung (« vision du monde ») islamique, s'évertuant, comme le déplorent les chercheurs Bruno Guigue (1) ou Khaled Hroub (2), à définir la politique du Hamas uniquement à partir de sa charte d'août 1988.

Hroub a méticuleusement analysé trois textes-clés du mouvement islamiste postérieurs à cette charte : le plateau électorale du Hamas, intitulée « Changement et réforme », de l'automne 2005 ; son projet de « Programme de gouvernement d'union nationale » (mars 2006) ; et la plate-forme gouvernementale présentée par le premier ministre Ismaïl Haniyeh au nouveau Parlement le 27 mars 2006. Le chercheur remarque que le Hamas est devenu une « organisation profondément différente » de celle née au début de la première Intifada, en décembre 1987.

Dans ses textes, l'organisation se dit soucieuse de libertés politiques, « incluant la liberté d'expression, de presse, d'association », de « pluralisme », de « séparation des pouvoirs », d'« alternance pacifique au pouvoir ». Mais aussi d'« édification d'une société civile développée » et de respect des droits des minorités... Par ailleurs, du premier au troisième texte analysé, les références religieuses se font de moins en moins présentes, et le thème de la « lutte armée » se voit presque entièrement évacué (3) au profit des préoccupations en matière de «

gouvernance » et de réformes civiles. Enfin, l'évolution est nette en ce qui concerne la solution dite des « deux peuples, deux Etats » et de l'attitude à l'égard des accords internationaux sur la Palestine.

Silence des médias occidentaux

Pas un seul de ces documents n'a été bien diffusé dans les médias et les cercles officiels occidentaux. Sur les treize points du texte « Changement et réforme » traitant de la politique législative et judiciaire, constate Hroub, seul le premier, qui stipule que « la loi islamique devrait être la principale source de la législation » a retenu l'attention et suscité des craintes quant à un projet d'« islamisation de la société ». Mais les douze autres, qui ne font aucune mention de l'islam, sont passés inaperçus.

De son côté, Guigue observe : « Sur un point aussi essentiel que le statut islamique de la Palestine, il est frappant que le document électoral renvoie allusivement à la tradition coranique sans s'y appesantir. » Il juge, par ailleurs, significative la référence, dans le même document et pour dénoncer l'illégalité de l'occupation, aux résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU). Cela, écrit-il, ne signifie sans doute pas que le Hamas soit prêt à reconnaître officiellement l'Etat d'Israël, « autre volet des résolutions onusiennes ». Mais invoquer explicitement la légalité internationale « conduit un jour ou l'autre à accepter toutes ses conséquences ».

Quant au « Programme de gouvernement d'union nationale », son préambule réitère, certes, la nécessité de « préserver les impératifs nationaux non négociables » : fin de l'occupation, droit au retour, droit de résistance « sous toutes ses formes », « édification d'un Etat palestinien indépendant et pleinement souverain, avec Jérusalem pour capitale », « rejet des solutions partielles ». Mais – outre le fait que ces priorités restent partagées par l'ensemble des organisations palestiniennes, dont celles que la « communauté internationale » juge « fréquentables » – nombre d'articles du programme reflètent les efforts du Hamas pour tenir compte des exigences de ladite communauté, même s'ils ne répondent pas à tous ses desiderata.

En fait, c'est ce programme « dans son ensemble », juge Hroub, qui « tourne autour de la solution des deux Etats » et « fait référence aux territoires occupés en 1967 (...) sans aucune allusion à la "libération de l'ensemble de la Palestine" ou à la "destruction d'Israël" que l'on trouve dans la charte ».

Enfin, la plate-forme gouvernementale du 27 mars ne montrait, note ce même chercheur, « aucune marche arrière par rapport à tous les articles ébauchés dans le "Programme d'union nationale" ». Alors même que ce programme ne concernait plus, après le rejet par les autres organisations du projet de coalition, que le seul Hamas et que des concessions n'étaient donc plus nécessaires...

Le silence, voire l'occultation, qu'ont connu ces textes du Hamas devrait susciter des interrogations sur le comportement de la « communauté internationale » et de l'Union européenne. Leur décision d'asphyxier économiquement les Palestiniens, à moins d'un renoncement unilatéral de leur part à la « violence » et d'une reconnaissance officielle d'Israël – sans qu'aucun geste ne soit exigé de ce dernier –, ne s'explique sans doute pas uniquement par une « fixation » sur l'islamité du Hamas, mais cette fixation l'a sans doute facilitée et a aidé à la faire « passer » dans l'opinion.

Les « petites phrases » profondément choquantes distillées, depuis octobre 2005, par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad à propos d'Israël et de l'Holocauste ont été, en Europe et aux Etats-Unis, rejetées (4). Ce rejet a empêché de s'interroger sur le succès que de tels propos avaient rencontré dans la région et au-delà. Pour une partie de l'opinion arabe et musulmane, ce que M. Ahmadinejad a mis en lumière par ces phrases provocatrices est que la reconnaissance de la réalité de l'Holocauste – ou sa négation – importe finalement moins, aux yeux de cette opinion, que la légitimation de facto par l'Occident, au nom de ce génocide, du sort que le « projet sioniste » fait encore subir, soixante ans après la Shoah, aux Arabes de Palestine.

Voilà quelques années, l'historien israélien Dan Diner distinguait trois ordres de légitimité de l'Etat d'Israël, auxquels il accordait des degrés inégaux d'« universalité (5) ». Jugeant « unilatérale » – parce que ne valant que pour les Juifs – la légitimité qu'il qualifiait, curieusement (6), de « sioniste », à savoir celle « née de la promesse divine faite aux Hébreux », il admettait aussi que la « légitimité juive », « puisée dans les horreurs de l'Holocauste », n'était que « partiellement universelle ». Pour enfin considérer comme entièrement « universelle », cette fois, la « légitimité israélienne », qui, à ses yeux, découlait du « droit irrévocable [d'Israël] à l'existence pour la simple raison qu'il existe ».

On peut effectivement admettre cette « légitimité israélienne » et considérer, avec Maxime Rodinson, que « les droits tirés de la mise en valeur d'un territoire, du travail dépensé, des sacrifices personnels consentis sont les seuls qui puissent être invoqués de façon valable (7) ». Mais on peut alors se demander : pourquoi ce type de droit ne vaudrait-il pas autant pour les Palestiniens ?

La légitimité d'Israël n'a de chance d'être un jour reconnue, en particulier dans le monde arabe et musulman, que dans un lien indissociable à une « légitimité universelle », palestinienne cette fois. Ce sont en effet deux légitimités que l'Assemblée générale des Nations unies a consacrées conjointement par sa résolution 181 du 29 novembre 1947 sur la partition de la Palestine sous mandat britannique.

Ne serait-il pas opportun de se souvenir de cette légitimité « onusienne » conférée à l'« Etat juif » ? En enjoignant au Hamas de reconnaître Israël sans condition, la « communauté internationale » n'apparaît-elle pas amnésique ? Car il n'est plus question, aux Nations unies, des 44 % du territoire de la Palestine mandataire qu'elles avaient « offerts (8) » à l'« Etat arabe » de Palestine en vertu de la résolution 181. Ni de la résolution 194 sur le droit au retour, ou à une compensation, des réfugiés palestiniens.

En s'enfermant dans cet « oubli », en faisant de la reconnaissance d'Israël un impératif absolu, l'Union européenne ne se place-t-elle pas dans l'incapacité d'imaginer un discours et des propositions politiques qui donnent à nombre de Palestiniens, d'Arabes et de musulmans le sentiment que l'« Occident » se départit, enfin, d'une attitude des « deux poids, deux mesures » ?

La boutade de la journaliste israélienne Amira Hass est connue : au Hamas, les extrémistes pensent qu'Allah rendra l'ensemble de la Palestine au monde arabe et à l'islam d'ici cinquante ans, alors que les modérés penchent plutôt pour cinq siècles... Dès 1995, le cheikh Ahmed Yassine (9) avait proposé à Israël une « trêve de longue durée » en échange d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Précisant en 2004 qu'il laisserait, en ce cas, « le reste des terres occupées à l'histoire ». Depuis, l'offre a été réitérée par les principaux dirigeants du mouvement. De telles déclarations doivent être prises en compte. Elles semblent confirmer ce qu'écrit Guigue, pour qui le Hamas en est arrivé à une « acceptation tacite d'un partage de la Palestine historique sur la base des frontières antérieures à la guerre de 1967 ». Cette « acceptation tacite », il avait fallu vingt ans pour que le Fatah d'Arafat l'officialise. Par la pusillanimité dont elle a fait preuve depuis, l'Union européenne n'est pas sans responsabilités dans le naufrage des négociations qui ont suivi cette concession majeure. Face à l'intransigeance maintenue d'Israël, face à l'exacerbation des tensions régionales, le défi se fait de plus en plus pressant pour une « communauté internationale » qui semble s'interdire d'essayer de bâtir un avenir sur cette reconnaissance de facto d'Israël par le Hamas. La « communauté internationale », écrit Guigue, « devra enfin faire la preuve du sérieux de ses propres résolutions après quarante ans de connivence avec Israël ».

Paul Delmotte

Enseigne la politique internationale à l'Institut des hautes études des communications sociales (IHECS) de Bruxelles et est chargé de conférences à l'Université libre de Bruxelles (ULB).

(1) www.oumma.com, 27 mars 2006. Bruno Guigue est l'auteur de Proche-Orient : la guerre des mots, L'Harmattan, Paris, 2003.

(2) « [A new Hamas through its new documents](#) », Journal of Palestine Studies, vol. XXXV, n° 4, Washington, DC, été 2006. Spécialiste du Hamas, Khaled Hroub est l'auteur de Hamas : Political Thought and Practice, Institute for Palestine Studies, Washington, DC, 2000.

(3) Dans « Changement et réforme », seuls quelques passages évoquent la « lutte armée », qui plus est pour l'« inclure » parmi « tous les moyens » jugés légitimes par le Hamas pour venir à bout de l'occupation. Et, dans la plate-forme gouvernementale de mars 2006, « il est hautement significatif, note Hroub, que la principale référence à la résistance (...) souligne son importance pour le passé ».

(4) S'y est ajoutée la tenue, les 11 et 12 décembre 2006, à Téhéran, d'une conférence négationniste sur le génocide des Juifs, organisée par les autorités iraniennes, au cours de laquelle le président Ahmadinejad a déclaré qu'Israël « allait bientôt disparaître ».

(5) Cf. « Les trois légitimités d'Israël », Le Monde, 18-19 août 2002. Diner enseigne l'histoire à l'Université hébraïque de Jérusalem ainsi que l'histoire et la culture juives à l'université de Leipzig, en Allemagne.

(6) Il est en effet réducteur de voir dans une « promesse divine » le fondement du mouvement sioniste, à l'origine fort laïque, voire mécréant...

(7) Maxime Rodinson, Peuple juif ou problème juif ?, La Découverte, Paris, 1997, p. 232

(8) Les Arabes de Palestine formaient les deux tiers de la population totale, et l'ONU a octroyé 56 % du territoire à une communauté juive de quelque 650 000 personnes. Des 44 % restants, Israël s'est emparé de la moitié en 1948-1949.

(9) Fondateur du Hamas en 1987, il a été tué lors d'une attaque ciblée israélienne, le 22 mars 2004.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2007/01/DELMOTTE/14329>

Posté par MCPalestine à 23:47 - [ARTICLES](#) - [Commentaires \[0\]](#) - [Rétroliens \[0\]](#) - [Permalien \[#\]](#)
JANVIER 2007 -

3-6 Point de vue de Tahar Fattani : Omar Messalha et le Moyen-Orient «De nouvelles alliances s'imposent»

Selon le conférencier, le Proche-Orient «risque de devenir rapidement la façade occidentale de l'Asie». «Proche-Orient: vers une 'Pax europa' ou une 'Pax Asia'», tel est le thème d'une conférence donnée par le politologue palestinien, Omar Massalha, mercredi soir à l'hôtel El Aurassi. Invité à la 2e édition du forum culturel de l'Anep, le conférencier a essayé d'apporter un nouveau regard sur le conflit israélo-palestinnien et sur la situation au Moyen-Orient en général.

D'emblée, M.Messalha, incombe la responsabilité de la situation en Palestine à l'opinion internationale, à leur tête, le Vieux Continent. «L'Europe, considérée par beaucoup d'observateurs comme impuissante à imposer son règlement, a une responsabilité historiquestratégique et sécuritaire» sur la situation actuelle en Palestine et au Moyen-Orient. Un conflit, rappelle-t-il, associé à cinq guerres, dont deux Intifadhas, et à trente-quatre plans de paix, qui n'ont jusqu'à ce jour, abouti à aucune issue. Pour le conférencier, l'Europe est la seule puissance qui pourrait déployer et diriger une force internationale pour préserver la sécurité d'Israël et la liberté des Palestiniens. Pourquoi l'Europe? Parce que c'est elle, affirme-t-il, qui est à l'origine de l'idée du partage. C'est aussi elle qui assume une responsabilité stratégique et sécuritaire dans cette région du monde. L'auteur avertit, toutefois, que l'éventuelle échec de l'Europe à imposer sa «discipline» au Moyen-Orient, oblige le monde arabe à trouver de nouvelles alliances. C'est sous cet angle que M.Messalha estime que le Proche-Orient, la Méditerranée de l'est et du sud «*risquent de devenir rapidement une façade occidentale pour l'Asie*» et donc, la «Pax Asia» remplacera la «Pax Europa». Selon cette analyse, le rapport de religion, l'Islam, peut aboutir à un rapprochement entre les Arabes et les musulmans asiatiques. Cela sans prendre en considération la force

économique que représentent certains pays asiatiques comme la Chine, l'Inde, la Russie et d'autres pays à forte communauté musulmane. S'exprimant sur l'état de dévastation dans lequel se trouvent les territoires palestiniens, l'invité de l'Anep a déclaré que cette situation menace, en premier lieu, à la fois le président palestinien et le gouvernement de Hamas. *«Il y a un grand fossé entre les deux visions du Hamas et de l'OLP. Les deux parties ont deux visions divergentes. Cela va éloigner, dans le temps, la possibilité de créer un gouvernement d'union»*. D'après M.Massalha, le projet de Hamas vise à gérer le conflit au lieu de le résoudre. Il considère que la solution unilatérale ne sera qu'une nouvelle période de transition de onze à quinze ans. Il ajoute, *«Hamas cherche aussi une trêve (houdna) de dix à vingt ans afin de pouvoir réislamiser la société palestinienne. Or, cette tentative d'imposer une nouvelle phase de ni guerre ni paix, risque de transformer ce conflit national en un conflit religieux.»* Devant l'échec de la solution unilatérale et bilatérale, l'orateur déclare qu'il ne reste qu'un seul choix, celui multilatéral imposé par l'étranger.

«L'échec du système intérieur palestinien finirait alors par entraîner la communauté internationale à intervenir», a-t-il dit. Et de préciser qu'*«aujourd'hui, le président Abbas n'a plus qu'une option: si un gouvernement d'union nationale n'est pas viable, il faut constituer un "gouvernement de salut national", sans Hamas ou bien procéder à des élections anticipées.»* Néanmoins, l'ancien représentant de l'OLP à l'Unesco, estime que cette dernière option est risquée pour Abbas comme pour les Palestiniens, car le *«Hamas s'y opposera probablement. Cela va conduire à la guerre civile»* Enfin, le politologue palestinien a souligné que le seul résultat important des pourparlers entre les deux parties, est le consensus trouvé pour remettre le dossier des négociations entre les mains du président palestinien.

Publié avec l'aimable autorisation de L'Expression

Source : L'Expression

<http://www.lexpressiondz.com/...>

3-7 Point de vue de T. Hocine : La réunion du Quartette sur le Proche-Orient De nouvelles promesses.

Rien de bien spectaculaire n'est sorti de la réunion vendredi à Washington de la nouvelle réunion du Quartette (Etats-Unis, Europe, ONU et Russie) ce fameux forum informel auteur d'un plan de paix, la feuille de route, en retard de deux années.

Pour la première fois dans l'histoire tourmentée du Proche-Orient, un plan a fixé un objectif clair, la création d'un Etat palestinien indépendant et une échéance, l'année 2005. Deux années plus tard, il n'en a rien été. Et pour cause, Israël a vidé ce plan de toute sa substance, en y introduisant de nombreux amendements et en refusant tout engagement dans le temps. Plus que cela, Israël y a substitué son plan avec le retrait de Ghaza et l'édification du mur de séparation très nettement dans les territoires palestiniens. L'ONU a d'ailleurs appelé à son démantèlement, craignant que ce ne soit là une frontière de fait délimitée unilatéralement par les Israéliens. Plus que cela, les Israéliens s'approprient si ce n'est déjà fait dans le cadre de l'extension de la colonisation, à accaparer de nouveaux territoires palestiniens, sans que la communauté internationale esquisse la moindre réaction, même s'il n'y a pas eu approbation d'une telle politique. Mais le Quartette, toujours sans plan de travail, ne défend pas son plan. La seule réunion urgente a été convoquée pour imposer un embargo international aux Palestiniens à la suite de la victoire du mouvement Hamas aux élections du 25 janvier 2006, créant une situation de guerre civile, avec un risque réel de catastrophe humanitaire. Voilà donc cette fois le Quartette qui a visiblement pris au mot les Américains et qui leur a apporté son soutien pour les efforts qu'ils se proposent de déployer. Il a aussi réaffirmé les conditions préalables à une levée de l'embargo financier imposé au gouvernement du Hamas. Les chefs de la diplomatie du Quartette ont « affirmé la primauté de la Feuille de route et soutiennent les efforts américains pour accélérer les progrès sur la Feuille de route », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lisant un communiqué commun au cours d'une conférence de presse à l'issue de la réunion. Mme Rice a notamment prévu de réunir le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le président palestinien Mahmoud Abbas à la mi-février pour discuter des étapes finales de ce plan international, comme le tracé des frontières ou le processus de création d'un Etat palestinien indépendant. Elle espère ainsi donner un « horizon politique » aux Palestiniens et les détourner du mouvement radical Hamas, que Washington comme l'UE considèrent comme un mouvement terroriste. L'idée est de « montrer au peuple palestinien ce qui est possible », a-t-elle expliqué au cours de la conférence de presse. Le Quartette a exprimé son « soutien » à l'organisation de cette rencontre et appelé les deux parties à « s'abstenir de prendre des mesures qui pourraient prédéterminer » l'issue des négociations. Il a également appelé de nouveau à un arrêt « immédiat et inconditionnel de tout acte de violence et de terrorisme » à l'encontre d'Israël, condamnant l'attentat suicide d'Eilat qui a tué trois Israéliens le 29 janvier et exigeant un « arrêt immédiat » des attaques à la roquette contre le territoire israélien. Mais rien en ce qui concerne la politique d'occupation israélienne, laquelle suscite des actions de résistance des Palestiniens et nullement l'inverse. Le Quartette a en outre exprimé sa « profonde inquiétude » au sujet des violences interpalestiniennes qui ont fait 25 morts en 24 heures dans la bande de Ghaza. Ces violences reflètent l'incapacité des deux mouvements à constituer un gouvernement d'union nationale, mais aussi une situation économique désastreuse provoquée notamment par les sanctions financières décidées il y a un an par le Quartette après la victoire électorale du Hamas. Les représentants du Quartette ont « réaffirmé » les conditions préalables à une reprise de l'aide internationale au gouvernement dirigé par le Hamas : la reconnaissance d'Israël et des accords passés et le renoncement à la violence. « Le Quartette réaffirme que ces principes subsistent », indique le communiqué. Ils ont cependant reconduit le « mécanisme temporaire » qui permet la distribution d'une aide financière aux

Palestiniens en contournant le gouvernement du Hamas, appelant même à le « développer ». Là une autre question se pose. Il s'agit des accords internationaux en question qu'il faille identifier, car en la matière, c'est bien Israël qui a renié ses engagements internationaux et décrété un soir de février 2000, la mort des accords d'Oslo. Le Quartette se réunira de nouveau « très bientôt » à Berlin, après une réunion de Condoleezza Rice, du Premier ministre israélien Ehud Olmert et du président palestinien Mahmoud Abbas prévue à la mi-février. La réunion vendredi a néanmoins montré la persistance de divergences entre la Russie et les Etats-Unis, notamment sur la nécessité d'impliquer la Syrie dans le processus de paix israélo-palestinien, en faveur de laquelle le ministre russe des Affaires étrangères s'est prononcé tandis que Mme Rice s'y oppose. Cela ne devrait pas éclipser le dossier de fond qui est l'occupation par la force de territoires palestiniens et arabes.

T. Hocine

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Témoignage * recueilli par Silvia Cattori : Gaza : Des armes pour Dahlan.

« Les choses vont très mal ici. Déjà 30 morts et 300 blessés depuis que les gens du Fatah ont brisé la trêve jeudi.

Premier fait inquiétant : les livraisons d'armes fournies par les Etats-Unis avec la complicité de l'Egypte et d'Israël, pour aider le Fatah à combattre les gens du Hamas, se multiplient. En quelques jours, les gens ont vu entrer douze camions à Gaza par le passage de Kerem Abu Salem entre l'Egypte et Israël, à côté de Rafah. Le 1^{er} février, les militants du Hamas ont intercepté deux de ces camions ; ils étaient remplis d'armes et de munitions et non de produits alimentaires comme le prétendent les gens du Fatah. Les armes étaient cachées sous des uniformes et des tentes. Six personnes ont trouvé la mort et des dizaines d'autres ont été blessées dans cette opération. Nos voisins égyptiens, qui disent nous aider, affirment qu'il s'agit d'aides civiles ; or ils laissent entrer des armes pour aider Dahlan à combattre le gouvernement du Hamas.

Ils ont choisi de collaborer avec les « salauds » qui vont mettre en pratique sur le terrain tous les plans américains et israéliens au lieu de collaborer avec le gouvernement non corrompu du Hamas. Nous sommes victimes d'un complot organisé par ces autorités du parti Fatah. Ils collaborent avec les Etats-Unis et Israël qui leur fournissent des armes et veulent jeter une partie des Palestiniens contre une autre.

Après cela, il y a eu des heurts, à Jabalyia, entre la force exécutive du gouvernement du Hamas et les services secrets militaires dirigés par Abu Mazen et Dahlan. Il y eu beaucoup de blessés et des morts des deux côtés. Heurts qui ont repris la nuit. Les heurts armés commencent quand des militaires qui sortent des casernes armés comme à la guerre commencent à provoquer les forces du gouvernement du Hamas. Je vous certifie que, d'après ce que j'ai pu observer, ceux qui provoquent sont les hommes aux ordres de Dahlan.

Depuis ces heurts, le nord de Gaza est contrôlé par la force exécutive du Hamas. Ils en ont fini avec les soldats qui viennent des casernes ; mais il y a encore des risques à sortir de chez soi car ils n'en ont pas fini avec les *escadrons de la mort*. Ce sont des hommes en civils payés par Dahlan. Ils habitent à l'intérieur de nos quartiers très peuplés, ils kidnappent les membres du Hamas. Ils les séquestrent et s'en servent pour faire du chantage ou les échanger quand le gouvernement du Hamas arrête un des leurs. Hier, il y a eu 10 personnes enlevées par Sameeh al-Madhoon, un de ces hommes de Dahlan. Il torture les hommes qu'il emprisonne, il les brûle avec un fer à repasser, avec des cigarettes. Sa maison est située entre plusieurs maisons, et il est trop risqué pour les forces du Hamas d'aller libérer les captifs, car cela ferait trop de victimes parmi les gens qui habitent là.

Autre évènement inquiétant dans la même nuit : les hommes de Dahlan ont bombardé, mis le feu à l'Université islamique et saccagé tout ce qui restait intact. Il n'y avait personne pour repousser leurs attaques et les gardiens de nuit, non armés, ont été blessés. Cette université ne pouvait pas être protégée par les gens du Hamas car elle est située dans une zone où il n'y a que des casernes militaires. Le Fatah a déclaré qu'il y avait sept Iraniens dans l'Université. Cela semble être une manipulation. Moshir Al-Masri, porte-parole du Hamas, a déclaré que cette accusation n'avait aucun fondement. Il a demandé comment des Iraniens auraient pu entrer dans cette prison qu'est Gaza, aux frontières totalement sous le contrôle d'Israël et des policiers sous les ordres de Dahlan ? Moshir Al-Masri, a déploré le fait que des Palestiniens détruisent des universités, des mosquées, et aillent jusqu'à verser le sang des Palestiniens pour renverser le gouvernement avec les armes et l'argent des Etats-Unis. Nous pensons que, pour ces gens qui collaborent avec Israël, tout est bon pour regagner le pouvoir perdu. Ils sont en train d'accréditer l'idée, comme le font Bush et Israël, qu'il y a un lien entre le Hamas et les Iraniens. Tentative de manipulation d'autant plus aisée depuis que les Iraniens, face à l'indifférence du monde à notre détresse, ont promis de nous aider financièrement. Cette aide n'a jamais pu arriver à Gaza.

Bien des gens sont confus. Les gens qui sont en dehors de Gaza doivent pouvoir mieux analyser que nous ce qui se passe ici, car nous sommes tétanisés par l'effroi et l'inquiétude. La radio du Fatah dit que les gens du Hamas « *sont tous des traîtres* » ; la radio du Hamas dit que les autorités du Fatah « *sont tous des traîtres* ». C'est très difficile, pour les gens, de discerner dans ce chaos qui sont les gens sincères et qui sont les menteurs. Les journalistes ont dénoncé les pressions et les menaces exercées contre eux par les autorités du Fatah, pour les empêcher d'exercer leur métier. Il y a eu des menaces à l'encontre de reporters qui ne se plient pas à la propagande du Fatah. Je suis persuadé que, si les gens comprenaient ce que les autorités du Fatah trament réellement, ils leur cracheraient à la figure.

Leur plan est clair : ils ont réussi, à force de provocations, à tirer le Hamas vers la confrontation, à créer deux camps ennemis ; nous craignons que cela nous mène à une situation comme en Irak, à Bagdad. Dans cette tragédie, les autorités égyptiennes mènent un très sale jeu : elles font semblant de négocier des trêves mais, en fait, elles cherchent à gagner du temps pour pouvoir fournir au Fatah suffisamment d'armes de guerre pour en finir avec le Hamas, avec la résistance. Dahlan avait dit que 12 000 soldats entraînés à Ramallah et à Jéricho sont prêts. S'ils viennent s'ajouter aux forces déjà en présence à Gaza ce sera encore plus terrible : un immense désastre »

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Silvia_Cattori.020207.htm

2 février 2007.

* Témoignage d'un Palestinien de Beit Hanoun qui demande à rester anonyme pour des raisons de sécurité. :
Source : Silvia Cattori

4-2 Dominique Waroquiez : La Saint Valentin, dites « je t'aime »...mais pas avec des fleurs de la société AGREXCO !

A la Saint Valentin, il est devenu courant de déclarer sa flamme en offrant une fleur or les fleurs sont aujourd'hui le premier produit d'exportation agricole d'Israël, un pays qui, en hiver, exporte ses fleurs vers nos contrées en même temps que les fleurs de l'hémisphère Sud.

C'est une aubaine pour la société israélienne Agrexco qui exporte chaque année vers l'Union-Européenne des tonnes de fleurs.

Les fleurs arrivent via des cargos spécialisés de la compagnie au port de Marseille ou encore à l'aéroport de Bierset -Liège via les vols de nuit des compagnies israéliennes Cargo Air Line (CAL) ou El Al. Elles partent alors rapidement en camions vers les Pays-Bas où, « toutes fraîches », elles sont vendues sur les bourses aux fleurs, d'où elles repartent « Made in Holland » vers le reste du monde (Benelux, Scandinavie ...).

La société Agrexco, dont une part importante du capital est détenue par l'Etat d'Israël s'est associée à CAL pour constituer LACHS et elle exporte aussi chez nous des agrumes, des légumes et d'autres produits agricoles de marques Carmel, Ecofresh, Bio Top ou encore des dattes (Jordan Rivers) ...Beaucoup de ces produits proviennent des exploitations coloniales israéliennes installées dans les territoires palestiniens et notamment de la vallée du Jourdain.. L'aéroport géré par la SAB est ainsi devenu en une dizaine d'années une plaque tournante de ce commerce honteux et juteux avec Israël et ses entités coloniales illégales.

Malgré les pressions citoyennes et associatives, les Ministres de l'Union Européenne ont quant à eux fait le choix politique de participer au commerce avec les colonies et si l'UE a décidé en février 2005 que les douanes auraient à taxer les produits des colonies, elle a accordé longtemps à ces produits un tarif préférentiel en autorisant Israël à violer la règle d'origine convenue lors du partenariat UE-Israël conclu à Barcelone en 1995.

En ce qui concerne les consommateurs, ils sont souvent complices, à leur insu, des crimes de guerre et des violations du droit international commis par Israël et ses colons : l'étiquetage n'indique pas évidemment que ces produits qu'ils trouvent dans les échoppes, sur le marché ou dans les grandes surfaces ont pour origine les territoires occupés ou les colonies et la traçabilité est tout sauf facile !

La colonisation des territoires occupés constitue un des principal obstacle sur le chemin vers la paix. La Cour Pénale Internationale a qualifié de crimes de guerre les transferts de population. C'est une violation flagrante de l'article 49 de la Convention de Genève, signée notamment par la Belgique qui est tenue de la faire respecter. Or Agrexco tire clairement profit de la situation.Cela est d'autant plus grave que le Premier Ministre Israélien Ehoud Olmert a annoncé clairement il y un an l'annexion de la Vallée du Jourdain et que depuis le processus est déjà fortement engagé. Israël contrôle déjà 95% de la Vallée. Les colons et l'armée volent les terres, construisent des serres et des « zones militaires ». Les Palestiniens sont confrontés à l'épuration ethnique, et contraints d'obéir aux ordres militaires de l'occupant.Des villages sont privés d'eau, des habitations déclarées « illégales » par l'armée israélienne sont démolies et de nombreuses familles doivent survivre dans une extrême pauvreté. Alors, dite je t'aime, oui ! Mais pas en soutenant une société qui tire profit de la colonisation, de l'occupation et de l'épuration ethnique ! Il y a bien d'autres façons de dire « je t'aime » !!!

Dominique Waroquiez

7 février 2007

4-3 Jean-Claude Lefort : Lettre à Monsieur Philippe Douste-Blazy .

Ivry, le 31 janvier 2007

Jean-Claude Lefort

à

Monsieur Philippe Douste-Blazy

Monsieur le Ministre,

Une fois encore Monsieur Ehud Olmert a décidé de modifier le tracé du mur de la honte, formellement condamné par la Cour de justice internationale et contrairement à la Feuille de route du Quartet, en englobant - 5 kilomètres au-delà de la ligne verte - deux nouveaux villages de 20.000 personnes afin de protéger les implantations et colonies israéliennes de Nili et Naaleh.

C'est insupportable. Comme est insupportable le silence coupable du Quartet et de notre pays.

Cette décision intervient alors que, d'une part, la situation dans la bande de Gaza est des plus sérieuse et que, d'autre part, le Quartet doit se réunir prochainement. Ce défit aux institutions internationales est aussi une provocation de plus à l'endroit des palestiniens. Il met délibérément de l'huile sur le feu dans cette région du monde, épicecentre de la crise qui secoue et endeuille le Proche-orient.

Monsieur le Ministre, ce ne sont pas seulement des mots de ferme condamnation qu'il faut faire entendre et que nous attendons toujours. Il faut des actes. Il faut sanctionner cette politique. N'avez-vous pas, avec L'union européenne, estimé devoir sanctionner le peuple palestinien parce que celui-ci avait voté majoritairement Hamas en arguant du fait que ce mouvement devait reconnaître les accords internationaux ?

Ce deux poids, deux mesures n'est pas qu'une impression. C'est une réalité. Vous n'observez pas un comportement identique et parallèle quand il s'agit de la Palestine et d'Israël. L'un aurait tous les droits et l'autre tous les devoirs.

Comment voulez-vous que la situation se dénoue de la sorte tandis que Monsieur Olmert alimente tensions, mépris, injustices, rancœurs et hostilités par une oppression supplémentaire ?

Immédiatement nous devons condamner cet acte mais aussi prendre des mesures de rétorsion pour un respect des accords et de la Feuille de route.

Nous devons, à la prochaine réunion du Quartet, refuser la politique de Monsieur Bush et cesser de s'aligner sur elle s'agissant du Proche-Orient. Nous devons exiger et obtenir, en présence des parties concernées, la tenue rapide d'une Conférence internationale qui cette fois commence par la fin, c'est-à-dire un accord global sur les frontières de 1967, le statut de Jérusalem (dont le Président du CRIF lors d'une soirée récente a demandé à la France, devant vous et sans réaction de votre part, qu'elle soit reconnue « tout simplement » la capitale de l'Etat hébreu), une juste solution du problème des réfugiés.

La politique des petits pas, des accords intérimaires a échoué. Il faut une solution globale. La réunion du Quartet doit permettre l'un et l'autre : condamner et prendre des mesures contre les actes de M. Ehud Olmert et convoquer une Conférence internationale.

Dans l'attente expresse de ces décisions qui s'imposent,

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Jean-Claude Lefort
Député du Val-de-Marne
Sources [_Info Palestine](#)